

## Avis de soutenance

Monsieur Yoann LACERDA

Science politique

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

*Politiques et impensés de l'intégration régionale du Cap-Vert au sein de la CEDEAO.*

dirigés par Monsieur Michel CAHEN et Monsieur Odair Bartolomeu BARROS LOPES VARELA  
Cotutelle avec l'UNIVERSITÉ DU CAP VERT, Praia (CAP-VERT)

Soutenance prévue le **lundi 16 décembre 2024** à 10h00

Lieu : Université Publique du Cap-Vert, Polo I, Campus de Palmarejo Grande, 7943-010, Praia, Cabo Verde

Salle : Campus de Palmarejo Grande

### Composition du jury :

M. Michel CAHEN	Université de Bordeaux, CNRS - LAM/Sciences Po Bordeaux	Directeur de thèse
M. Odair BARROS-VARELA	Université Publique du Cap-Vert	Directeur de thèse
Mme Djénéba TRAORÉ	Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako	Rapporteuse
M. Pierre-Joseph LAURENT	Université Catholique de Louvain	Rapporteur
M. Crisanto SANCHES DE BARROS	Université publique du Cap-Vert	Examineur
Mme Alia GANA	Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS), CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	Examinatrice

**Mots-clés :** Intégration régionale, CEDEAO, Cap-Vert,

### Résumé :

Les spécificités de l'archipel capverdien dans le contexte régional ouest-africain, sont régulièrement mobilisées au niveau du discours officiel des autorités capverdiennes, pour justifier de la complexité de ce processus auprès des partenaires internationaux. Le cadre sociétal, culturel, et le processus de créolisation historique, sont présentés comme les principales caractéristiques de la singularité capverdienne en Afrique de l'Ouest. Toutefois, l'analyse rétrospective des relations et de la circulation dans la région, permet d'accéder à certaines clés de compréhension nécessaires à l'interprétation des rapports étatiques régionaux d'aujourd'hui. Certes, la géographie, l'unité « ethnique » de la nation, etc., font de la construction de l'État capverdien une exception au sein de la Communauté ouest-africaine. Cependant, est-ce suffisant pour expliquer le rapport du Cap-Vert à la CEDEAO ? La politique étrangère capverdienne est qualifiée de pragmatique, par les analystes et les praticiens nationaux. L'approche communautaire est décrite telle une stratégie qui permettrait de cumuler différents ancrages institutionnels, tout en conservant une certaine indépendance. S'il est vrai qu'en théorie, il est effectivement possible d'être membre de la CPLP, d'avoir un partenariat (spécial) avec l'Union européenne, l'ONU, ou les États-Unis... Dans la pratique, quelles sont les conséquences concrètes de la superposition de ces engagements, notamment, en termes de : sécurité, mobilité, commerce. En matière de défense, comment se positionner en cas de conflits ? Aux frontières, quelles règles doivent être appliquées ? Pour le commerce, quelles normes faut-il privilégier ? À l'inverse, l'objet de l'étude est également de déterminer si la spécificité capverdienne est prise en considération durant le processus d'élaboration des politiques régionales de la CEDEAO, conformément au texte initial. En abordant l'intégration régionale à partir du modèle organisationnel de son administration et du

fonctionnement opérationnel de ses institutions, et en remontant aux origines coloniales de l'Union européenne, on parvient à mettre en lumière les origines du mimétisme institutionnel de la CEDEAO envers l'UE. Le système bureaucratique régional dans son ensemble, la gouvernance au sein des grandes instances et des différents organes, les aspects structurels de l'administration de la CEDEAO, sont analysés pour mettre en exergue le rôle et le pouvoir de la Commission sur le plan exécutif, en interne au sein des différents services et dans le fonctionnement des agences spécialisées. Pour ce faire, ces travaux sont axés sur le département regroupant les infrastructures, l'énergie et le numérique, puisqu'ils sont transversaux et englobent la question du transport qui est prioritaire au Cap-Vert. Comme les enjeux énergétiques sont indissociables des préoccupations environnementales liées aux conséquences du changement climatique auxquelles l'archipel est particulièrement exposé, l'analyse de la production des politiques sectorielles régionales fut construite à partir de ces domaines d'activités. À partir d'un exemple précis — la gestion des ressources en eau — apparaît un mode opératoire transposable à chaque secteur. Lors de la création des agences spécialisées, l'intervention des bailleurs ne s'est pas limitée à financer une partie du fonctionnement des institutions. Les modèles organisationnels et de gouvernance appliqués au sein de ces structures, font partie intégrante des préconisations de l'assistance technique et conditionnent l'accès aux financements pour la CEDEAO. En d'autres termes, comment les politiques régionales pourraient-elles être adaptées au contexte capverdien, si elles sont importées et en partie commanditées par des acteurs extérieurs à la région ?